

KOMITÉ POPILE

jik an bout!



Responsable de publication : Jean ABAUL – Contact : 0696 41 41 32 | cncpmartinique@gmail.com

EDITORIAL

QUE NOUS APPREND LA MOBILISATION DES « GILETS JAUNES » FRANÇAIS ?

Le 17 novembre, sur plus de 2 000 barrages, des manifestants porteurs de gilets jaunes se mobilisaient contre la politique de racket que leur impose le régime Macronien. Ils étaient 282.710 ... selon la police ! Le mouvement s'est poursuivi pendant plusieurs jours. A la date où nous rédigeons cet article, on décompte un mort et 528 blessés dont 17 dans un état grave, 282 interpellations, 157 gardes à vue^().*



Premier constat : Le gouvernement a qualifié de délinquants les protestataires qui n'avaient pas demandé l'autorisation de manifester et il a vertement dénoncé ceux qui l'avaient fait car, disait-il, ils ne respectaient ni l'état de droit, ni le droit de circulation en installant des barrages. Il a réprimé les manifestants qui s'approchaient de l'Elysée, au nom du respect des institutions. Pourtant, ce même gouvernement, au côté de ses complices impérialistes, traitait de « dictateur » le Président vénézuélien,

l'appelait à démissionner, prenait des sanctions contre son pays pour soutenir une soi-disant « opposition démocratique » qui bloquait le pays, détruisait des centres sociaux et brûlait vivant des partisans de la République Bolivarienne.

Deuxième constat : En France, comme dans tout le reste du monde, la résistance populaire s'intensifie contre les politiques de saccage social et de pillage des classes populaires. Tous les observateurs admettent que l'augmentation de la taxe sur l'essence

et le diésel ne sont que « la goutte d'eau qui a fait déborder le vase ». L'extension du mouvement à la Belgique où des sites pétroliers ont été bloqués et, plus globalement, les mobilisations à l'échelle européenne contre le dumping social de Ryanair ou de Deliveroo, ou encore les manifestations planétaires contre l'inaction des gouvernements face au changement climatique, sont autant d'éléments, loin d'être exhaustifs, qui illustrent que les luttes sociales sont entrain de franchir un nouveau palier.

Troisième constat : On relève que le mouvement des « gilets jaunes » est le résultat d'un appel lancé sur les réseaux sociaux, hors structures syndicales et que ses initiateurs se revendiquent apolitiques. Evidemment, les propagandistes du système en profitent pour resservir leur intoxication sur le rejet des syndicats et de la politique par la population. En la matière, il faut bien reconnaître qu'ils parviennent à manipuler une bonne partie de l'opinion.

Ceux qui ne se laissent pas conditionner par cette propagande comprennent, plutôt, que ces formes de mobilisations permettent aux masses de rejeter la tutelle des directions des syndicats et des partis socio-démocrates qui entretenaient des illusions quant à la possibilité de faire entendre raison aux classes dirigeantes et qui muselaient les résistances populaires radicales. C'est, en quelque part, la continuation du mouvement qui a amené les travailleurs en lutte à créer des « Coordinations » (Coordination étudiante et lycéenne après mai 68 ; coordinations cheminots, infirmières, postiers au milieu des années 80, etc.). En déduire qu'il faudrait tourner le dos à la consolidation de syndicats et de partis politiques défendant réellement les intérêts de classe des travailleurs reviendrait à abandonner

définitivement le pouvoir aux classes dominantes.

Quatrième constat : En dépit des intentions de ses organisateurs, le mouvement est le lieu d'un affrontement politique et idéologique aigu dont dépend son issue. L'appel indifférencié aux individus par « réseau social » permet que s'y infiltrent des exaltés fascistes et des provocateurs du régime, dont l'objectif est d'instrumentaliser et de dévoyer le mouvement. Son caractère spontané laisse au pouvoir les mains libres pour en organiser l'échec. A cet égard, l'expérience des révoltes « citoyennes » de par le monde est très riche en leçon. Infiltrés, ils ont ouvert la porte à la dictature (Egypte). Non structurés, ils se sont éteints et la politique scélérate du régime s'est intensifiée. (« Nuit Debout »). Sans cap idéologique et sans projet politique clairs, ils ont servi de tremplin à des opportunistes électoralistes (« Podemos », « Cinq Etoiles ») ou ils ont capitulé devant les maîtres du système (Grèce).

Cinquième constat : Pour neutraliser le mouvement, le pouvoir met en œuvre une stratégie bien rodée : criminaliser le mouvement populaire, l'accuser de « prendre la population en otage », pousser à la division et inciter insidieusement à la violence contre lui, chercher à cacher l'engagement

conscient des masses en médiatisant quelques individus qu'il pourra écraser ou « récupérer » plus tard.

En ce qui concerne les velléités de répression du gouvernement, on peut rappeler que les services de renseignement français se sont vantés d'avoir identifié les sept personnes qui sont à l'initiative du mouvement des « gilets jaunes » et ont « épluché » les pages facebook de ceux-ci pour connaître leurs goûts et pratiques. Belle illustration de la fascisation rampante et du contrôle policier des citoyens qui ont cours en France ! Quant à la récupération des « leaders promotionnés » les exemples sont légion. Celui de « SOS Racisme » qui, lui aussi, dénonçait les tentatives de récupération est député PS au Parlement Européen.

C'est donc avec juste raison que les militants syndicalistes et politiques révolutionnaires Français ont appelé leurs compatriotes à participer à la mobilisation contre le racket auquel se livre le gouvernement français tout en insistant sur la nécessité de mener une lutte globale, politique et organisée contre le système.

(*) *Bilan de la journée du 24 Novembre : 106.301 manifestants ; 1.619 sites de mobilisation. ; 24 blessés ; 130 interpellations ; 101 personnes en garde à vue.*

PAWOL FONDOK

L'histoire enseigne aux hommes la difficulté des grandes tâches et la lenteur des accomplissements, mais elle justifie l'invincible espoir.

Jean JAURES

INITIATIVE ALTERNATIVE

LE RÉSEAU VIV ÉTAIT À “LA KAZ ZÉRO GASPI”

Du jeudi 22 novembre au dimanche 25 novembre , la CACEM a organisé, en partenariat avec différentes associations, un évènement qui s'intitulait “ LA KAZ ZÉRO GASPI ”. L'objectif de la manifestation était d'informer, de sensibiliser et de former le grand public à la question de la réduction des déchets.



Pour ce faire une série d'intervenants étaient présents, notamment le samedi 24, afin de montrer leur savoir faire en la matière, mais plus globalement en matière de solutions alternatives à un mode de consommation débridé.

Cet ainsi que l'association Village des Initiatives Volontaires a pu faire découvrir son expérience en matière de monnaie alternative, avec depuis plus d'un an l'utilisation du “kwi” sur les villages d'exposition et de vente qu'elle organise. Il s'agissait, notamment, pour le président de l'association de partager avec le public , des photos, des billets et le retour des utilisateurs sur les villages.

L'autre temps fort de la manifestation, fut la présentation par Olivier CAREME de Bèl jaden, d'un exposé sur le jardinage version nature. A travers des photos de divers jardins partagés, d'une vidéo tournée au jardin partagé des Trois-Ilets, l'assistance s'est imprégnée des notions d'agroécologie et de permaculture. Il s'agit de types de jardinage excluant

toute utilisation de pesticide, respectant l'environnement, utilisant des méthodes telles que le paillage, l'association de culture, le compostage. La conclusion de cet exposé, est que le jardin bò kay, la tradition martiniquaise, contenait déjà l'essentiel des bonnes pratiques de jardinage à savoir, l'utilisation de variétés rustiques, l'association de cultures, le paillage organique, le travail manuel du sol.

Cette manifestation qui fut de l'avis des participants une grande réussite, aura aussi facilité la prise de contact entre associations et entreprises, oeuvrant sur les mêmes problématiques. Ces connections entre structures seront utiles à moyen terme pour établir des collaborations futures.



LA COUR INTERAMERICAINE DES DROITS DE L'HOMME APPELLE LES USA A INDEMNISER LES VICTIMES DE SON INVASION AU PANAMA

Le 20 décembre 1989, plus de 27.000 soldats américains envahissaient le Panama. Selon les organisations de défense des droits de l'homme, cette agression militaire, cyniquement baptisée « Juste cause », a fait plus de 4 000 victimes civiles.



En 1990, l'avocate panaméenne Gilma Camargo a déposée une plainte contre les États-Unis devant la Commission Interaméricaine des Droits de l'Homme. Ce 15 Novembre 2018, 28 ans plus tard, La (CIDH) publie un document dans lequel elle appelle les États-Unis à indemniser les victimes de l'invasion.

Cette fois là, le prétexte de l'agression était de capturer le Général Noriega, dirigeant de facto du Panama, réclamé par un tribunal de Miami (Floride) pour trafic de drogue. Mais il s'agissait en fait pour les USA d'assurer le maintien de leur mainmise sur le Canal de Panama.

La CIDH estime que, dans le cadre de cette invasion, les États-Unis ont commis des violations des droits "à la vie, à la liberté, à la sécurité et à l'intégrité de la personne", à la protection de l'enfance, à la propriété et à la justice. Elle demande aux USA de "réparer intégralement les violations des droits de l'homme" établies dans le rapport "aussi bien dans leur aspect matériel qu'immatériel". Washington "devra prendre les mesures de compensation économique" précise l'organisation.

Question :

Pourquoi cette information a-t-elle eu si peu d'impact dans les médias occidentaux ?



LES ILES PALAOS^(*) INTERDISENT LES PROTECTIONS SOLAIRES « TOXIQUES POUR LES RECIFS »

A l'heure où plus de 60% des coraux de la planète sont menacés, il nous a semblé intéressant de répercuter cette information publiée sur le site www.greenetvert.fr/



« À compter du 1er janvier 2020, quiconque importera ou vendra de la crème solaire contenant l'un des 10 produits chimiques interdits s'exposera à une amende de 1 000 dollars. Les touristes qui introduiront une crème solaire interdite dans le pays la verront confisquer.

L'oxybenzone, l'octinoxate, l'octocrylène et certains parabènes font partie

des produits visés. Les scientifiques craignent en effet que ces produits chimiques rendent les coraux plus sensibles au blanchiment et pourraient retarder la croissance des jeunes coraux. Par ailleurs, la pollution engendrée par la crème solaire pourrait affecter les récifs jusqu'à 5 km de distance. Les experts affirment que ces produits chimiques sont présents dans la moitié des marques d'écran solaire. (...)

Cette interdiction devrait être la première au monde à entrer en vigueur. L'État américain d'Hawaï a annoncé l'interdiction des écrans solaires toxiques pour les mêmes raisons en mai dernier, mais celle-ci n'entrera en vigueur qu'en 2021, soit un an après les

Palaos. Les Palaos ont longtemps été pionnières de la protection du milieu marin. En 2009 ils ont notamment créé le premier sanctuaire de requins au monde, une initiative qui a été largement adoptée dans d'autres pays. Elles ont également interdit la pêche commerciale dans ses eaux et l'année dernière ont introduit l'« Engagement des Palaos », qui oblige les visiteurs internationaux à signer une promesse sur leur passeport attestant qu'ils respecteront l'environnement. (...) »

^(*) Les Palaos sont situées dans le nord-ouest du Pacifique, à l'est des Philippines.



SEUL ON VA PLUS VITE, ENSEMBLE ON VA PLUS LOIN

Dans ce contexte de bouleversement que connaît le monde actuel, chacun et chacune d'entre nous devrait méditer sur ce sage proverbe africain pour savoir comment marcher, mais aussi où aller.



Dans notre pays, tout particulièrement, il est essentiel que nous nous persuadions tous de cette nécessité d'aller ensemble. Il faudrait être vraiment aveugle ou de mauvaise foi pour refuser de reconnaître la situation abominable dans laquelle se trouve la Martinique, victime de la double peine du libéralisme et du colonialisme. Notre peuple subit les affres de la politique de racket menée par un gouvernement français qui se déchaîne pour servir les intérêts des multinationales, des banques, des spéculateurs et des ultra-riches. Les effets ravageurs du désengagement de l'Etat et du sabotage des services publics sont décuplés du fait de la situation de territoire colonisé qui est celle de notre pays. La taxation du rhum, parce qu'elle impacte la caste dominante locale et la remise en cause de l'abattement fiscal, qui aura pour conséquence

de rendre plus difficile encore la situation des classes moyennes et de certaines entreprises locales, mobilisent particulièrement l'attention. Mais c'est l'ensemble de notre peuple qui est complètement écrasé par une fiscalité assassine^(*), une augmentation incessante du coût de la vie par un chômage endémique, une précarisation accélérée, une injustice dans l'accès à l'emploi, notamment pour les cadres, au bénéfice des agents français du colonialisme.

Dans un tel contexte, il est indéniable que nous ne pourrions mettre fin à la catastrophe qu'en réfléchissant ensemble aux moyens de mettre fin aux divisions, de rassembler nos forces et de choisir les formes et les objectifs des luttes que nous devons mener pour notre émancipation. A cet égard, des faits qui ont émaillé l'actualité récente nous permettront de poser des questions auxquelles nous devons répondre pour avancer dans cette direction.

La grève dans les transports :

On ne peut nier qu'à l'occasion du dernier conflit dans ce secteur, les divisions ont été attisées au sein du peuple, alimentées par la fameuse rhétorique de la « prise en otage des usagers ». Force est de constater que les luttes syndicales, quand elles se contentent d'être des réactions locales de travailleurs uniquement quand ils sont concernés par un problème, ne menacent pas

réellement le pouvoir et le système, ne règlent jamais ce problème de façon définitive et que leur répétition affecte surtout la population déjà en souffrance. Quelles formes doivent prendre, dans ces conditions, les luttes syndicales pour contribuer au rassemblement de notre peuple dans une lutte globale conduisant à des victoires collectives.

La manifestation des « gilets jaunes » :

Serons-nous « entendus » en nous contentant de prolonger épisodiquement des initiatives nées en « métropole » ? Ceux qui appellent les Martiniquais à répercuter des opérations telles que « Je suis Charlie », « Nuits debout », « Gilets jaunes » et qui rejettent la responsabilité de leur échec sur « *Les Martiniquais qui, disent-ils, râlent mais ne se mobilisent pas !* » ne devraient-ils pas se demander si un mimétisme stérile peut tenir lieu de stratégie.

Poser ces questions revient à y répondre. Mais, en tout cas, ceux et celles qui sont conscients de l'importance des enjeux, auront à cœur d'« Aller ensemble ».

(*) Pour se dédouaner, le gouvernement agit systématiquement le nombre de ceux qui ne paient pas l'impôt sur le revenu, oubliant d'expliquer que c'est précisément parce qu'ils sont trop pauvres pour cela mais que de plus, ils sont étranglés par des taxes foncières exorbitantes et indues.



MEMOIRE DES PEUPLES

LE PEUPLE MARTINICAIS N'A JAMAIS CESSÉ DE LUTTER ! (4/4)

Certains se sont donnés pour mission de dénigrer notre Peuple. D'autres, par ignorance, contribuent à divulguer leurs contre-vérités démobilisatrices. Contre eux, nous devons diffuser massivement cette vérité : Le Peuple Martiniquais n'a jamais cessé de résister contre l'oppression. Nous reprenons des éléments chronologiques extraits de la brochure "Notes sur les luttes de la classe ouvrière et le développement du mouvement communiste de Martinique" éditée par notre mouvement en 1972.*

LA PERIODE DE 1945 A 1950



- **Mars 1945 :**
Grève des ouvriers agricoles contre les bas salaires.
- **Avril 1945 :**
Grève totale à la Transat. Grève de 19 jours des métallurgistes de la Cie GT. Grève des dockers et des électriciens.
- **Mai 1945 :**
Nouvelle grève des ouvriers agricoles de Basse-Pointe. En juillet, le propriétaire foncier prétend qu'il ne versera pas la paie, prétendant que l'argent a disparu. Il agresse les ouvriers et appelle les gendarmes en renfort.
- **Décembre 1945 :**
Grève des travailleurs de Basse-Pointe.
- **Février 1946 :**
Grève des ouvriers agricoles de Marigot.
- **Mars 1946 :**
Grève des transporteurs et des dockers.
- **Avril 1946 :**
Grève générale à la Transat. Grève des électriciens.
- **Mai 1946 :**
Grève des boulangers.
- **Novembre 1946 :**
Grève de 3 jours des fonctionnaires pour les 25 % de « supplément colonial »
- **Avril 1947 :**
Grève des ouvriers d'usine au Lorrain.
- **Septembre 1947 :**
Grève des dockers.
- **Janvier 1948 :**
Grève des fonctionnaires contre un décret discriminatoire par rapport aux fonctionnaires Français.
- **Mars 1948 :**
Grève des coupeurs de cannes au Carbet. Assassinat de trois ouvriers par les gendarmes français.
- **8 février 1948 :**
Affrontement entre manifestants de droite (RPF) et démocrates. Répression de ces derniers par les forces armées françaises.
- **Début avril au 9 mai 1948 :**
Grève des marins navigateurs.

- **Septembre 1948 :**
Grève des ouvriers agricoles à Basse Pointe. Les gendarmes français interviennent mais ils

sont maîtrisés par les travailleurs. Le propriétaire foncier qui avait menacé la foule avec

un revolver est retrouvé mort et 23 ouvriers sont incarcérés.



- **Octobre 1948 :**
Un travailleur détenu à la gendarmerie meurt étranglé. La foule attaque celle-ci.
- **23 octobre 1948 :**
Grève des ouvriers de l'usine du Marin.
- **Décembre 1948 :**
Grève des boulangers et des électriciens. Début d'une grève de sept semaines des métallos.
- **Décembre 1949 :**
Grève des coupeurs de cannes à Basse-Pointe.
- **7 février 1950 :**
Grève des fonctionnaires.
- **Mars 1950 :**
Grève générale des ouvriers agricoles. Le 6 mars, début d'une grève générale des fonctionnaires qui durera 5 semaines, pour les allocations familiales, les 40% de vie chère et l'indemnité de résidence (au même titre que les fonctionnaires Français).
- **14 mai 1950 :**
Manifestation démocratique contre l'utilisation de l'aéroport par l'armée Etatsunienne.
- **20 juin 1950 :**
Grève des dockers et des boulangers.
- **26 septembre 1950 :**
Expulsion par les gendarmes Français des familles occupantes du Marigot de Bellevue.

* (Consultable aux Archives Territoriales).

N.B. Prochainement la deuxième partie de la chronologie des luttes. (Période de 1951 à 1972)

SUGGESTION DE LECTURE

- ☞ <https://www.legrandsoir.info> / *Maudites soient les guerres, leurs auteurs et leurs profiteurs*
- ☞ <https://www.investigaction.net> / *Les multinationales cherchent à se rendre invisibles par Raf Custers*

AGENDA

Hommage 20ème anniversaire de la mort de Marcel MANVILLE

Rencontre - Débat

- * Jeudi 6 décembre 2018 à 19h: OMCLR au Robert.
- * Samedi 8 décembre 2018 à 18h: Salle Frantz FANON Atrium

Frantz FANON
Marcel MANVILLE
Ti jo MAUVOIS

En connexion avec Frantz FANON décédé le 6 décembre 1961, Marcel MANVILLE décédé le 2 décembre 1998, Ti jo MAUVOIS décédé le 6 décembre 2011.

Remettons-nous en mémoire leurs pratiques consistant à traquer les esclavages et les aliénations de toutes sortes,

Pou gloriyé yo !



A découvrir sur www.jikanbouttv.com:



Rediffusion de l'interview du chanteur de charme
Roland TOUSSAINT, récemment décédé.

Pour nous contacter : jikanbouttv@gmail.com



Ce journal vous a été offert par le C.N.C.P
(Conseil National des Comités Populaires)

